

Août...rage

L'Express – Humeur - Sylvain Ranjalahy – 01/08/13

L'ultimatum du GIC a bel et bien expiré hier à minuit. Rajoelina, Ratsiraka et Lalao Ravalomanana sont toujours candidats à l'élection présidentielle et ont royalement ignoré les menaces de sanctions de la communauté internationale. L'essentiel pour le moment est que l'ultimatum n'a pas provoqué la moindre secousse ni dans un camp ni dans l'autre. La suite est attendue dans une douce indifférence, dans une platonique résignation. On n'y croit plus tellement étant donné que si le GIC n'a pas pu faire avancer les choses depuis quatre ans, comment croire que les choses vont bouger à l'issue d'un ultimatum de quinze jours. Il est idiot de croire que Rajoelina et Ravalomanana vont accepter d'obtempérer aujourd'hui à ce qu'ils n'ont jamais voulu faire en un mandat.

Ce n'est pas non plus les statistiques effrayantes de la Banque mondiale révélant l'existence de 4000 nouveaux pauvres au quotidien, ainsi que dix anciens pauvres par jour devenus milliardaires depuis quatre ans, qui vont pouvoir les faire réfléchir. S'ils devront en faire partie un jour, il faudra peut-être attendre plusieurs siècles. C'est d'autant moins probable qu'ils se sont construits un solide bouclier avec le décret définissant les avantages des anciens Chefs d'État quel que soit leur mérite. Ils ne risquent jamais de se trouver dans la dèche même s'ils sont victimes de pillage à cause de la « Haute intensité de main d'œuvre » comme en 2002 et en 2009.

L'État leur offre en prime, une amnistie sans condition alors que Ratsiraka se souvient très bien aujourd'hui la nuit de l'horreur qu'il a infligé aux adeptes du kung-fu dans la nuit du 31 juillet 1985 à Manjakaray. Un massacre, une barbarie digne de l'époque nazie qui fera plusieurs victimes enterrées par la suite loin des yeux indiscrets dans des fosses communes, et dont il fera porter la responsabilité à son Premier ministre et aux autorités de la ville de Tana. Un assaut aux mortiers, aux chars, aux hélicoptères contre le siège des justiciers de Tana dont le tort était d'avoir osé démanteler le Tanora Tonga Saina, une association de malfaiteurs, de gros bras des bas-quartiers qui terrorisaient toute la ville. Vingt-six ans après, à son retour d'exil, il avait osé chanter par-dessus le marché qu'il n'avait rien regretté.

Et tout le monde, dans une confusion morbide entre amnésie et amnistie, entre justice et réconciliation, tombe dans une scandaleuse mascarade alors qu'ailleurs ce véritable génocide, il y en aura d'autres, aurait valu une traduction devant le Tribunal pénal international. Si le GIC avait basé son argumentation sur ce passé malheureux indélébile, l'opinion l'aurait totalement soutenu.

Il en va de même de Ravalomanana dont le mandat avait été émaillé de disparitions non élucidées jusqu'à maintenant et qui n'ont été jamais suivies d'enquête. Rajoelina non plus n'est exempt de tout reproche dans les « exploits » de ce genre dans cette Transition marquée par les arrestations arbitraires.

Si on doit laisser un libre choix aux Malgaches pour élire leur président parmi la liste publiée par la Cour électorale spéciale, on en connaît qui sont éliminés d'office soit de par leur passé entaché de points noirs, soit de par leur carrure qui est tout sauf celle d'un futur président de la République. Mais si le choix est a priori libre, l'élection ne l'a jamais été. Aujourd'hui plus qu'hier.

Si le GIC abandonne la partie de guerre lasse, c'est une éventualité, il est certain que les élections seront taillées sur mesure pour celui qui l'organise, de même bien sûr que les résultats. « Si je me présente, c'est que je suis sûr de gagner », « Si la communauté internationale veut m'écarter, c'est qu'elle sait qu'il n'y a qu'un seul vainqueur possible » avait déclaré un candidat. Un autre a répliqué, « c'est parce qu'il est impossible de me battre qu'on m'interdit de rentrer et de se présenter à l'élection ».

Des août...rages aux électeurs qui attendent patiemment « le jour sans date » pour faire savoir sa décision. Elle sera sans appel et sans recours. Pour le moment, elle attend la dernière volonté du GIC.